

# La France accentue sa coopération militaire avec la Tunisie

En visite à Tunis, Jean-Yves Le Drian a annoncé une aide annuelle de 10 millions d'euros portant sur le renseignement et les forces spéciales

TUNIS, BIZERTE - *envoyés spéciaux*

Conséquence de la nouvelle menace djihadiste, l'aide militaire de la France à la Tunisie est en pleine expansion. Le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, a annoncé lundi 5 octobre, lors d'une visite à Tunis, le quadruplement de l'engagement annuel de Paris sur la Tunisie, qui passera à 10 millions d'euros. «*La sécurité de la Tunisie, c'est aussi la sécurité de la France*», a déclaré le ministre français. «*Nos destins sont liés, a-t-il ajouté, d'autant plus que nos deux pays ont été victimes en 2015 d'attentats sanglants.*» La Tunisie a été frappée cette année par deux assauts djihadistes très meurtriers revendiqués par l'Etat islamique (EI) : le 18 mars contre le Musée du Bardo, à Tunis (22 morts, dont 21 touristes étrangers) et le 26 juin contre un hôtel près de Sousse (38 morts dont 30 Britanniques) sur le littoral de l'Est.

Après avoir assisté à un exercice des forces spéciales tunisiennes à Bizerte, M. Le Drian a évoqué à Tunis avec son homologue tunisien, Farhat Horchani, les moyens d'un renforcement de la coopération militaire bilatérale. S'adressant à la presse, M. Le Drian a précisé que l'effort s'articulera autour de «*deux priorités majeures*» : «*les forces spéciales*» et le «*renseignement*» dans le «*contre-terrorisme*».

S'agissant de l'appui aux forces spéciales tunisiennes – environ un millier d'hommes dont 500 opérationnels –, la coopération française portera sur la formation et l'équipement : tenue, matériel de vision nocturne, de transmission, armement individuel... Des formateurs français sont déjà présents dans le centre de Bizerte une

semaine sur deux pour l'ensemble de l'année 2015.

Tous domaines de coopérations confondus, la France mobilisera 20 millions d'euros pour 2016 et 2017, soit une moyenne annuelle de 10 millions. Le budget de la coopération militaire française se chiffrait jusqu'à présent à environ 2,5 millions d'euros par an, soit quatre fois moins.

## «*Enormes besoins*»

Ce nouvel engagement français souligne l'importance stratégique croissante que revêt désormais la Tunisie aux yeux des Etats occidentaux. Seul pays arabe à avoir réussi son «*printemps*» de 2011, la Tunisie incarne une transition démocratique à la fois exemplaire et fragile. «*La Tunisie est un nœud stratégique majeur, en raison de l'instabilité de longue durée en Libye, a commenté au Monde M. Le Drian. Quoi qu'il arrive en Libye, qu'un accord global soit conclu avec la médiation de Bernardino Leon [l'envoyé spécial de l'ONU pour la Libye], qu'il y ait un accord partiel ou pas d'accord du tout, ce pays restera pendant un certain temps une terre marquée par l'instabilité. Daech est là.*»

Aussi l'aide accrue à Tunis répond-elle à la volonté française de renforcer le soutien aux pays qui se trouvent «*en lisière*» de la zone de présence de l'EI – Liban, Jordanie ou encore Egypte. «*Je considère que c'est un acte pour notre propre sécurité*», souligne M. Le Drian.

Selon les dernières estimations, quelque 5500 Tunisiens seraient partis rejoindre les groupes djihadistes en Syrie, en Irak et en Libye. Les forces de sécurité tunisiennes ont également été la cible d'attaques régulières ces dernières années dans la zone des monts

Chaambi et Semmama, à proximité de la frontière algérienne. Depuis les attentats du Bardo et de Sousse, les offres de coopération sécuritaire venues de différents Etats – européens mais aussi des Etats-Unis – se sont multipliées pour aider la Tunisie, qui ne compte qu'une armée restreinte, à renforcer ses capacités.

Interrogé sur les besoins de son pays en matière de renseignement, le ministre tunisien de la défense n'a pas caché l'ampleur de la tâche : «*Ils sont énormes*», a-t-il reconnu devant la presse, tout en soulignant les progrès réalisés depuis deux ans. «*Le renseignement est le nerf de la guerre. De ce point de vue, la Tunisie a compris beaucoup de choses*» sur la dernière période, a noté M. Horchani. Le ministre a rappelé la création en 2014 d'une agence tunisienne de renseignement et de sécurité de défense (ARSD).

Outre Paris, Washington est de plus en plus impliqué dans la coopération sécuritaire avec Tunis. La Tunisie s'est vue octroyer en juillet par les Etats-Unis le titre d'«*allié majeur non membre de l'OTAN*», devenant le sixième pays arabe à bénéficier d'un tel statut (après le Maroc, l'Egypte, Bahrein, le Koweït et la Jordanie).

Dans ce contexte, l'aide militaire américaine se hissera en 2016 à 99 millions de dollars (88,5 millions d'euros), ce qui représente plus qu'un doublement par rapport à la moyenne annuelle de 40 millions de dollars débloquée entre 2011 et 2014. Si la France offre surtout une aide qualitative – en particulier de la formation –, les Américains fournissent avant tout du matériel et des équipements. ■

FRÉDÉRIC BOBIN  
ET CHARLOTTE BOZONNET